

**M. Flis:** Monsieur l'Orateur, l'opposition officielle nous dit de ne pas gaspiller le temps de la Chambre. Je crois que le temps passé à parler de l'égalité des chances dans l'emploi est du temps bien employé à la Chambre. Je n'ai pas la ventilation exacte des 22,000 employés de Transports Canada, mais je l'obtiendrai pour le député. Je lui enverrai aussi les données concernant les personnes handicapées que notre ministère emploie. Je crois que c'est là une très bonne question et je serai ravi d'y répondre.

• (1720)

**M. Don Blenkarn (Mississauga-Sud):** Monsieur l'Orateur, le député de Parkdale-High Park (M. Flis) nous a longuement entretenus de la question des transports. Je n'y aurais vu aucune objection, si l'argent que l'on veut emprunter aujourd'hui n'était pas destiné à payer les dépenses d'entretien, or c'est le cas. Je n'aurais pas eu d'objection, si cet argent n'était pas destiné à payer l'intérêt sur des dettes contractées précédemment, or c'est le cas. Il en aurait été de même, si cet argent que nous voulons emprunter n'était pas destiné à éponger le déficit de VIA Rail, ou encore les déficits de Mirabel, or c'est le cas.

Le député a parlé des fonds consacrés à la publicité. Quelle idée que d'emprunter de l'argent pour faire de la publicité! Si nous empruntons pour relancer l'économie, alors peut-être ce projet de loi serait-il valable; si ce pouvoir d'emprunt servait à financer des dépenses susceptibles d'accroître la productivité au Canada, il est probable que nous serions tous d'accord pour louer le gouvernement. Mais hélas il n'en est rien.

**M. Riis:** Malheureusement.

**M. Blenkarn:** C'est fort regrettable. Ce projet de loi est le premier cette année mais le troisième de la session parlementaire. Au début de la session, après les élections de février 1980, on nous a présenté un projet de loi portant pouvoir d'emprunter 12 milliards de dollars. Moins d'un an plus tard, un autre projet de loi portait un pouvoir d'emprunt de 14 milliards de dollars. Et en voici un troisième, de 6.6 milliards. Nous avons maintenant un pouvoir d'emprunt de plus de 34 milliards de dollars pour la session en cours. Le ministre des Finances (M. MacEachen) nous annonce cependant qu'il s'agit uniquement d'un premier versement; ses besoins l'obligeront, en effet, à présenter un autre projet de loi portant pouvoir d'emprunt avant la fin de la présente année financière. Nous lui avons demandé quel en sera le montant, mais il ne le sait pas.

**M. Wilson:** Ou ne veut pas le dire.

**M. Blenkarn:** Quelles sont les prévisions du ministre des Finances quant aux revenus, maintenant que son budget remonte à au-delà de six mois? Il ne le sait pas. Qu'entrevoit le ministre des Finances comme recettes tirées de l'impôt sur le revenu des sociétés? Il ne le sait pas. Que va rapporter l'impôt sur le revenu des particuliers? Il ne le sait pas. Où le ministre des Finances s'en va-t-il avec la taxe de vente? De deux choses l'une, ou il l'ignore lui-même ou il ne veut pas nous le dire. Monsieur l'Orateur, comme le disait souvent ici-même M. John G. Diefenbaker, l'un des chefs du parti conservateur, s'adressant à nos-vis-à-vis: «Où nous en allons-nous?»

Mais avant de poser cette question, il faudrait savoir où nous en sommes et comment nous avons fait pour en arriver là. Notre pays traverse actuellement la crise économique la plus

grave depuis les années 30. De fait, si nous faisons un peu d'histoire comparée des finances au Canada, on pourrait dire que la période actuelle ressemble à la fin de 1931 voire à janvier 1932. Une commission d'enquête s'est penchée sur la question des banques. Les membres de la commission ont interrogé les hauts dirigeants et les économistes en chef de certaines banques pour savoir si nous avons atteint le creux de la vague ou si la situation allait encore s'aggraver. Dans les deux cas, la réponse a été négative. Quant à savoir quand la situation va s'améliorer, ils sont incapables de le dire.

Le gouvernement rejette la responsabilité de nos problèmes sur l'étranger. Il fait des reproches aux Américains qui sont, nous dit-on, des gens affreux puisqu'ils diminuent l'impôt sur le revenu. C'est affreux! Voilà ce qu'on nous dit. Le gouvernement américain emprunte deux fois moins d'argent par habitant que nous. C'est pourquoi, si nous avons des taux d'intérêt élevés, c'est la faute des Américains.

A moins que ce ne soit la faute des Japonais? Leurs pratiques commerciales sont injustes. Ils nous vendent leurs produits, mais nous ne faisons rien pour préserver nos emplois et occuper nos travailleurs. Le gouvernement rejette toujours la faute sur quelqu'un d'autre. Auparavant, c'était la faute des provinces. C'était la faute de ces terribles Albertains. Aujourd'hui, c'est la faute des affreux dirigeants de Terre-Neuve. Bref, c'est toujours la faute de quelqu'un d'autre. Il y a toujours affrontement. Si nous en sommes arrivés là, ce n'est pas la faute du gouvernement qui est en face de nous. Voilà ce qu'on ne cesse de nous répondre, mais ce n'est pas une réponse.

Le gouvernement ne veut pas voir les possibilités qui s'offrent à nous. Il ne veut pas admettre qu'il y a plus de gens sachant lire et écrire au Canada que dans aucun autre pays au monde. Nous avons plus de minerais, plus de pétrole et de gaz, plus d'eau douce que dans aucun autre pays. Bref, nous avons pratiquement de tout en quantité supérieure.

Le Canada est voisin de l'un des marchés les plus importants du monde. Si n'importe quel autre pays du monde était aussi bien situé que le Canada et possédait toutes les richesses naturelles et tout le potentiel du Canada, son gouvernement réclamerait-il 6.6 milliards de dollars en se plaignant que ce n'est pas suffisant? Certainement pas. Le gouvernement du Canada a tellement peur des étrangers et de l'investissement étranger qu'il fait tout ce qu'il peut pour se débarrasser des investisseurs.

**M. Riis:** Pas encore l'Agence d'examen de l'investissement étranger!

**M. Blenkarn:** Mon ami proteste: «Pas encore l'Agence d'examen de l'investissement étranger.» Je tiens à signaler au député que nous manquons de capitaux au Canada. Nous avons besoin de tous les capitaux que nous pouvons obtenir. Nous avons besoin des économies.

**M. Riis:** Nous avons des économies.

**M. Blenkarn:** Le député dit que nous avons des économies. Eh bien, je lui dis que même si le montant des économies par habitant est plus élevé au Canada qu'aux États-Unis, il ne représente que la moitié des économies en Grande-Bretagne et le tiers des économies par habitant au Japon.

**M. Evans:** C'est faux.